

DOSSIER DE PRESSE

MALI
ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

SOUMAÏLA CISSÉ

Candidat de l'URD
et de la Plateforme d'Alliance



SOUMAÏLA CISSÉ

ENSEMBLE, RESTAURONS
L'ESPOIR



PLATEFORME
D'ALLIANCE



soumailacisse2018.ml





PILIER 5 : CONSTRUIRE UNE ÉCONOMIE PERFORMANTE ET SOLIDAIRE

Pour avoir les moyens de notre action et conduire le Mali vers l'émergence, il est essentiel de garantir une croissance économique solide et inclusive, qui s'appuie sur un secteur privé dynamique, qui optimise le potentiel de nos ressources naturelles et qui fournit des emplois décents.

Aujourd'hui, la croissance du PIB réel (5% en moyenne sur les trois dernières décennies) ne permet pas de faire reculer la pauvreté eu égard à l'augmentation de la population. Près de la moitié de nos concitoyens vivent dans la pauvreté, principalement dans les campagnes.

Notre pays dépend encore essentiellement de l'agriculture, de l'élevage et des ressources minières. Notre industrie reste embryonnaire. Une telle structure rend l'économie malienne fortement dépendante vis-à-vis de l'extérieur, des fluctuations du climat et du cours des matières premières. La croissance est aussi freinée par le manque d'une main d'œuvre qualifiée et par des infrastructures de base insuffisantes. De plus des contraintes sérieuses existent en matière de financement de l'économie, du secteur privé et des PME/PMI créatrices d'emplois.

Pour remédier à cette situation et parvenir à une croissance économique d'au moins 7% sur plusieurs années, **nous devons être volontaristes pour libérer les énergies, dynamiser la croissance et atteindre l'émergence.** Pour éliminer les contraintes,

il faut mettre l'accent sur le rôle moteur du secteur privé et des entrepreneurs, et le rôle essentiel des pouvoirs publics pour créer un environnement propice au développement d'une économie compétitive, dynamique et solidaire.

Notre économie doit à chacun et chacune d'entre nous un avenir à la mesure de ses ambitions et de ses talents

MESURES PRIORITAIRES :

- Réduction à 5 jours des délais des formalités administratives pour la création d'entreprise.
- Assainissement durable des finances publiques et réduction du train de vie de l'État afin de libérer des marges de manœuvres pour l'investissement (au moins 25%).
- Promouvoir l'épargne privée par l'adoption d'une fiscalité incitative, pour financer la modernisation de notre pays.
- Lancer un « Programme National de Soutien aux Jeunes Entrepreneurs ».
- Faire contribuer les industries extractives au développement du pays, afin que les richesses du Mali servent réellement à sa population.
- Moderniser l'agriculture et des industries de transformation, pour faire du Mali une puissance exportatrice et assurer la sécurité alimentaire et économique de la population.
- Désenclaver le pays et fluidifier le transport des personnes, le commerce par les voies terrestres, aériennes et fluviales, et la circulation de l'information par la fibre optique dans tout le Mali.
- Développer les énergies hydroélectrique, solaire et éolienne jusqu'à dans les régions reculées.

Chiffrage du programme

Le coût estimé du programme ressort à 7310,1 milliards de FCFA soit 82,4 % du PIB de 2017 (8868,4 milliards FCFA). Par comparaison avec les programmes d'accélération de la croissance et de transformation structurelle en cours dans les pays voisins du Mali, ce chiffre se compare favorablement à ceux de ces pays où les ratios programme/PIB sont beaucoup plus élevés (178% du PIB au Bénin, 227% du PIB au Burkina Faso, 178% du PIB au Niger qui a été financé par les partenaires publics et privés, 185% du PIB 2013 au Togo, et 99% du PIB 2013 au Sénégal).

Il convient aussi de noter que certaines dépenses pourraient ne pas être imputées au budget de l'Etat (énergie, pont, usines, certaines dépenses d'éducation, routes, irrigation etc.) car le programme prévoit le recours aux Partenariats Public Privé (PPP), aux partenaires bilatéraux et multilatéraux etc.

Je ferai de ma présidence un quinquennat de réformes et de refondation de l'État. Je m'y engage !

Ensemble, animés d'une réelle volonté de changement, ranimons, soulevons et restaurons l'espoir. C'est possible, c'est nécessaire, c'est même vital pour notre pays.

Le Mali est un pays d'espoir où tout peut se régler par le dialogue franc et inclusif.

Le Mali a besoin d'une vision, d'un cap et d'un programme adapté.

Le Mali a besoin d'un vrai pacte de gouvernance, fort et transparent.

Pour cela, le seul choix qui s'impose à nous tous, c'est l'ALTERNANCE !

J'ai sillonné et continue de sillonner l'ensemble du pays pour vous rencontrer et vous écouter ; pour recueillir et saisir l'importance et la complexité de vos frustrations, de vos peurs et de vos douleurs ; pour entendre vos besoins et vos espérances quant à votre avenir.

Paysans, éleveurs, transporteurs, chauffeurs de taxi SOTRAMA et KataKataNi, industriels et opérateurs économiques, artisans et commerçants, pêcheurs, militaires et policiers, chômeurs, lycéens et étudiants, enseignants et professionnels de la santé, malades et handicapés...

Je vous ai entendus.

Femmes, hommes, jeunes et vieux... Je vous ai entendus.

Maliennes et Maliens qui tentez quotidiennement de survivre, vous les déçus et les humiliés du pouvoir en place, je vous ai entendus. Oui, vous toutes et tous, je vous ai entendus !

Vous m'avez dit que notre pays mérite mieux que cet énorme gâchis depuis 5 ans ! Vous m'avez dit : « solidaires et responsables, nous pouvons, nous devons mieux vivre ensemble et réussir notre avenir. » À l'égoïsme d'un pouvoir déconnecté, vous répondez par la générosité ! J'ai pris à cœur, avec gravité et responsabilité, votre pressant appel à un puissant changement.

J'ai également échangé avec nos voisins.

Tous souhaitent que notre pays reprenne sa place légitime dans le concert des Nations. Le monde entier nous observe ! Nous n'avons plus le droit de décevoir.

J'ai consulté nos partenaires au développement.

Eux aussi m'ont exprimé leur volonté de nous accompagner. Il nous faut donc tenir tous nos engagements, notamment en matière de lutte contre la corruption.

J'ai consulté nos alliés dans la lutte contre le terrorisme.

Ils sont prêts à nous aider pour reconstruire une armée moderne, opérationnelle et efficace au service de la paix. Pour protéger les populations dans le respect des Droits de l'Homme, ils sont prêts à outiller suffisamment nos services de gendarmerie et de sécurité.

J'ai foi en l'engagement, le courage et le patriotisme de mes compatriotes.

Je mesure leur immense soif de retrouver l'espoir. De bâtir enfin un Mali de paix et d'opportunités.

Dès aujourd'hui, mobilisons toutes nos forces pour éradiquer les terribles calamités que sont la pauvreté, la misère et la corruption : autant de fléaux qui servent de terreau au désespoir, au fanatisme et au terrorisme.

Soyons confiants en notre avenir !

Nos ressources humaines et naturelles, notre riche culture héritée d'une histoire millénaire sont de précieux atouts pour la réussite et le rayonnement de notre pays.

Reinventons ensemble un meilleur système éducatif, capable d'assurer à nos jeunes une entrée sur le marché du travail.

Reinventons un meilleur pilotage économique du pays afin de vaincre la pauvreté et relever les défis de la croissance et du développement.

Chers Compatriotes,

Il nous faut d'urgence :

- donner aux forces de Défense et de Sécurité les moyens de leurs missions,
- investir dans les infrastructures,
- moderniser l'agriculture et l'élevage,
- garantir la sécurité alimentaire,
- sauvegarder notre environnement,
- donner à nos enfants et à nos jeunes une éducation de qualité,
- fournir à tous nos compatriotes des services efficaces de santé,
- créer massivement des emplois et vivifier le tissu économique,
- inclure systématiquement les femmes et les jeunes dans tous nos efforts de développement,
- renforcer la performance administrative,
- rendre notre cadre de vie meilleur et tendre enfin vers une émergence durable.

La tâche est rude, mais nous allons réussir.

Nous allons réussir, d'abord et avant tout, en comptant sur le potentiel de notre pays.

Nous allons réussir en nous mobilisant avec courage et discernement : courage pour affronter les terroristes et concilier la Nation, discernement à travers des solutions conformes à notre histoire, à notre culture et à nos spécificités.

La reconstruction d'un pays et le redressement d'une Nation ne peuvent être sous-traités ! La sécurité d'un État ne peut être ni bradée ni confiée à des tiers. Le Mali ne peut plus être spectateur de son destin comme c'est le cas depuis 5 ans.

Pour cela, je suis convaincu que le sursaut de notre pays passe, avant tout, par un profond changement dans nos attitudes et dans nos comportements.

Je m'engage à lutter énergiquement contre le clientélisme et à défendre l'intérêt général.

La culture du dialogue sera réactivée pour servir la réconciliation et l'unité.

J'exigerai aussi des serviteurs de l'État une probité exemplaire. Stop au fléau de la corruption qui mine la confiance des citoyens, freine le développement, renforce les inégalités et déchire le tissu social.

Notre pays est à présent devant un choix majeur : continuer sur le chemin actuel qui conduit à l'échec et au chaos, ou se redresser pour redevenir ce que le Mali a toujours été : un pays stable, libre, uni et fier. **Un pays debout qui agit. Un pays debout qui grandit !**

Pour le Mali, avec chaque Malienne et chaque Malien, je choisis l'espoir !

Mon programme de gouvernance, fruit d'une véritable consultation populaire, est ambitieux.

Chacune et chacun y trouvera sa place, toute sa place !

Dans un État qui permet de se soigner, d'apprendre, d'entreprendre et de s'unir dans un esprit de justice et d'équité.

Investi par la Plateforme d'Alliance « **ENSEMBLE, RESTAURONS L'ESPOIR** » et l'URD, mon programme s'appuie sur **5 piliers** que nous construirons ensemble.

Ensemble, nous restaurerons la paix et la sécurité, et nous rétablirons l'autorité de l'État.

Nous mettrons l'ensemble de nos forces de défense et de sécurité dans les meilleures conditions de vie et d'actions pour mener leurs missions avec succès, fierté et honneur.

Nous restaurerons l'État de droit sur tout le territoire national dans le respect des Droits de l'Homme et œuvrerons à la réconciliation nationale.

Nous consoliderons nos institutions pour bâtir une société basée sur la justice, le travail et le mérite.

Ensemble, nous entretiendrons un dialogue franc et apaisé entre tous les Maliens et avec tous les Maliens.

Nous remettrons l'État à l'écoute des citoyens, dialoguerons avec les organisations coutumières et religieuses, garantirons la liberté de la presse, respecterons les Droits de l'Homme et inclurons nos compatriotes de l'extérieur dans toutes nos initiatives.

Notre diplomatie, au service des intérêts de la Nation, assurera respect et dignité à nos compatriotes de la diaspora.

Nous appuierons la culture et le sport pour valoriser et développer notre patrimoine afin de ressouder la Nation.

Ensemble, nous mettrons l'État au service des citoyens.

Nous augmenterons l'offre des soins de santé. Nous élargirons l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Nous renforcerons la qualité de notre système éducatif et accompagnerons nos jeunes pour trouver des emplois décents, justement rémunérés.

Nous renforcerons la solidarité nationale pour protéger les plus défavorisés et offrir à nos aînés un troisième âge digne et serein.

Nous améliorerons l'accès à un logement décent et assainirons notre cadre de vie.

Ensemble, nous donnerons aux femmes et aux jeunes leur place, toute leur place dans notre société.

Nous donnerons à la jeunesse toutes ses chances et, dans toute initiative, il y aura un volet pour la jeunesse, les femmes et les personnes vulnérables.

Nous mettrons nos politiques publiques au service de l'emploi et donnerons aux jeunes en difficulté, une deuxième chance pour s'insérer dans l'économie et le développement du pays.

Nous assurerons la promotion des femmes et favoriserons leur implication dans la vie publique.

Nous augmenterons leur représentation dans les instances de l'État.

Nous faciliterons leur accès au crédit.

Nous les associerons pleinement au processus de paix et de réconciliation tant elles ont été les premières victimes des troubles de ces dernières années.

Ensemble, nous construirons une économie dynamique, performante et solidaire.

Nous construirons une économie compétitive, novatrice et créatrice d'emplois, tirée par le secteur privé avec des services bancaires qui assument pleinement leur rôle.

Nous réduirons le train de vie de l'État. Nous gérerons nos finances publiques avec rigueur et transparence.

Nous créerons des politiques sectorielles dans l'agriculture, l'élevage et les mines pour en faire bénéficier notre économie nationale.

Nous assurerons la sécurité alimentaire et dynamiserons l'artisanat et le tourisme.

Président, en votre nom et au nom de tout notre peuple, je m'engage sur l'honneur, dès le premier jour, à mettre en œuvre les chantiers prioritaires du programme et à appliquer avec rigueur et en toute transparence les règles de parfaite conduite de l'État.

• Pour vaincre le cancer de la corruption, je combattrai l'impunité avec détermination.

• Dans le domaine de la Défense et de la sécurité :

- Je poserai les fondations d'une armée nationale reconstituée représentative de la diversité de notre peuple.

- Je lancerai une vaste campagne de recrutements dans toutes les régions du pays pour renforcer les effectifs de l'Armée et de la Gendarmerie.

- Les ressources financières destinées aux FAMAS seront sacrées : quiconque détournera l'argent des FAMAS sera judiciairement poursuivi.

- De façon systématique, des hommages seront rendus à nos militaires tombés sur le champ d'honneur pour la liberté du Mali.

- Je ferai ériger des cimetières militaires afin de réserver une sépulture décente à nos héros morts pour notre pays.

- Je moderniserai l'outil de renseignement. La Sécurité d'État cessera d'être une police politique. Elle sera réorganisée en profondeur et mise exclusivement au service des intérêts supérieurs du pays. Elle sera un puissant levier de la lutte contre le terrorisme.

• Pour la transparence et la protection de l'argent public :

- J'instaurerai de nouveaux seuils et de nouvelles pratiques dans la passation des marchés publics.

- J'engagerai l'indépendance de l'ORTM par une gouvernance vertueuse et responsable, pour en faire véritablement une radio et une télévision publiques au service du pays tout entier.

- Enfin, à titre personnel, je m'engage à être exemplaire !

Ma famille sera tenue à l'écart de la gestion de l'État : aucun de mes enfants ne sera ni ministre ni député, aucun de mes neveux ne sera ministre.

Je vous le promets !

- En conformité avec l'article 37 de la Constitution, je procéderai, devant la Cour Suprême, à la déclaration publique de mes biens dès mon entrée en fonction.

Je vous le promets !

Oui, ce programme est ambitieux : il est à la hauteur des défis actuels.

Je sais que nous voulons toutes et tous, au-delà de nos appartenances partisans, que notre pays aille mieux, aille beaucoup mieux.

Plus qu'une volonté, c'est devenu une exigence citoyenne légitime !

Je lance donc un appel à l'ensemble des Maliennes et des Maliens pour sauver notre pays.

Par votre confiance :

Je serai le Président de l'unité, de la réconciliation et de la concorde nationales.

Je serai le Président de la transparence, de la loyauté, de la dignité et de la rigueur morale !

Je serai le Président du travail, de la solidarité et du progrès collectif !

Je serai le Président d'un Mali fier et en paix, accueillant, crédible et respecté.

À tous les déçus du pouvoir actuel, je tends la main !

À mes compagnons de route avec qui nous avons choisi de cheminer par amour du pays pour l'alternance et le changement qualitatif, je prends la main.

Ensemble, nous avancerons sans faillir vers nos idéaux dans l'honneur et la dignité !

Le Mali a besoin de tous ses enfants.

Tout dépend de vous.

Tout dépend de vous afin que nos fils et nos filles puissent demain espérer, et surtout construire l'avenir qu'ils souhaitent et qu'ils méritent.

Tous ensemble, unis et solidaires, avec l'appui de Dieu, restaurons l'espoir !

MALI

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Investiture de Soumaïla Cissé pour « restaurer l'espoir »

Le chef de file de l'opposition malienne, Soumaïla Cissé, a été investi samedi 12 mai candidat à la prochaine élection présidentielle de juillet 2018, au stade du 26 mars de Bamako devant plus de 80 000 personnes.

Bamako, le 12 mai 2018 – Soumaïla Cissé, président et fondateur de l'Union pour la République et la Démocratie (URD) et chef de file de l'opposition au Mali, a été investi samedi 12 mai candidat à l'élection présidentielle de juillet 2018 par l'URD et la Plateforme d'Alliance « Ensemble, restaurons l'espoir », rassemblant une trentaine de partis politiques et plus de 200 associations.

Devant plus de 80 000 personnes rassemblées au Stade du 26 mars de Bamako, Soumaïla Cissé a lancé un appel « au changement et à l'alternance pour sauver le Mali qui est au bord du chaos » en raison des violences terroristes et intra-communautaires dans le Nord et le Centre du pays et de l'incapacité du pouvoir actuel à rétablir la paix et la sécurité ces cinq dernières années.

« Sachez que c'est l'heure du changement, a lancé le candidat investi. Sachez que nous avons pris un chemin qui est irréversible. Sachez qu'on ne peut plus reculer. Sachez que la victoire, elle est certaine. » Soumaïla Cissé a ensuite mis en garde contre la fraude : « Pas de tricherie, pas de fraude comme en 2013 ! Nous n'accepterons pas cela. »

Dans son allocution en bambara, il s'est aussi adressé à la jeunesse malienne et a promis de « tout mettre en œuvre pour répondre au défi de l'emploi ». Il s'est par ailleurs engagé à ce qu'aucun membre de sa famille ne tienne des postes officiels en cas de victoire à l'élection présidentielle de juillet 2018.

Présent également au stade du 26 mars en marque de soutien, le leader de la jeunesse malienne Ras Bath a vivement dénoncé le pouvoir en place et le Chef de l'État, Ibrahim Boubacar Keita : « Il a échoué à nous sécuriser, il a échoué à nous donner de la perspective, IBK a échoué à préserver nos libertés. »

Le projet du candidat Soumaïla Cissé « Ensemble, restaurons l'espoir » repose sur cinq piliers : la paix et la sécurité par le rétablissement de l'autorité de l'État, l'instauration d'un véritable dialogue entre tous les Maliens, la réforme de l'État pour qu'il soit au service des citoyens, la promotion des femmes et des jeunes et la construction d'une économie performante et solidaire.

« Tous ensemble, nous avons la force de refonder la Nation sur des valeurs solides : un État de droit garanti, une unité territoriale retrouvée, une lutte résolue contre la pauvreté et une exigence de solidarité entre tous les Maliens, explique par ailleurs Soumaïla Cissé. Je serai le Président de la refondation de l'État, de l'unité, de la réconciliation et de la concorde nationales. Je serai le Président de la transparence, de la loyauté, de la dignité et de la rigueur morale. »

Concernant les violences communautaires dans le Centre du pays, la veille sur RFI il a demandé au pouvoir en place un dialogue national : « Nous avons écrit au Chef de l'État pour demander une rencontre qui me paraît absolument indispensable. Aujourd'hui, cette situation interpelle l'ensemble des Maliens. Les groupes se radicalisent d'un côté et de l'autre et il nous paraît aujourd'hui indispensable que le Chef de l'État s'adresse à la nation, que le Chef de l'État réunisse l'ensemble des forces vives, et que nous puissions en parler pour trouver une solution. »

Député et chef de file de l'opposition malienne, Soumaïla Cissé a participé au second tour des élections présidentielles de 2002 et 2013. Entre ces deux scrutins, il a été le Président de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), après avoir été successivement Secrétaire Général de la Présidence et Ministre des Finances et du Commerce puis en charge du portefeuille de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme sous la Présidence d'Alpha Oumar Konaré.

Le premier tour de l'élection présidentielle est fixé au 29 juillet 2018.



SOUMAÏLA CISSÉ UN HOMME DE VISION ET D'ACTION

Homme politique malien, fondateur de l'Union pour la République et la Démocratie (URD) en 2003 et chef de file de l'opposition, Soumaïla Cissé est un dirigeant reconnu pour ses compétences et son engagement au service du développement.

Homme d'action et de combats pour le progrès, il a exercé depuis plus de 25 ans les plus hautes responsabilités dans la gestion de l'État, du développement et des organisations africaines. Il a ainsi été Secrétaire Général de la Présidence de la République du Mali (1992-1993), ministre des Finances et du Commerce (1993-2000), puis ministre de l'Équipement, de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme (2000-2002). À l'international, il a été élu en janvier 2004, Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA) jusqu'en décembre 2011. Il est ainsi devenu l'interlocuteur privilégié des partenaires au développement.

Aujourd'hui, chef de file de l'opposition malienne avec un statut reconnu par la loi, député à l'Assemblée Nationale et ancien Président du Caucus Ouest Africain du Parlement Panafricain, c'est en homme d'État qu'il se présente au suffrage universel pour l'élection présidentielle de juillet 2018, investi par la Plateforme d'Alliance et son parti l'URD. Son programme « Ensemble, restaurons l'espoir » repose sur cinq piliers : la paix et l'autorité d'un État, le dialogue entre tous les Maliens, l'État au service des populations, la place des jeunes et des femmes dans la société, une économie performante et solidaire.

UNE PASSION POUR L'AFRIQUE

Militant politique engagé, Soumaïla Cissé s'implique, dès 1968, comme leader étudiant dans la lutte pour les droits, les libertés et le panafricanisme.

Sa parfaite maîtrise des questions économiques, sa réflexion critique sur les politiques et sa connaissance des enjeux pour l'Afrique en ont fait l'un des dirigeants les plus écoutés sur les stratégies de développement à mettre en œuvre sur le continent.



Résultante de sa riche carrière de dirigeant d'entreprises et d'organismes publics (IBM, Pechiney, Thomson, Air Inter, et la CMDT au Mali), Soumaïla Cissé incarne la nouvelle génération de leaders, à la fois enracinée dans les valeurs africaines et ouverte aux méthodes internationales de management.

UN MILITANT DE LA DÉMOCRATIE

Engagé pour le rétablissement du processus électoral en 2013 et attaqué physiquement lors du coup d'État de 2012, il est appuyé par l'Union Africaine et la CEDEAO dans son combat pour la démocratie. Il participe ainsi aux élections présidentielles de 2013 et parvient au second tour. Dans un contexte d'insécurité et de contestation du vote, il se rend chez son adversaire, le félicite publiquement et appelle au calme. C'est un fait unique dans les annales de l'histoire électorale du continent.



LES CINQ PILIERS DU PROGRAMME DE REDRESSEMENT NATIONAL

PILIER 1 :

RESTAURER LA PAIX, LA SÉCURITÉ DU PAYS ET L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT

À l'heure où la violence s'est installée dangereusement dans le nord et le centre, menaçant plus que jamais la sécurité de la population dans tout le pays, **nous réaffirmons la nécessité d'une action collective de reconquête territoriale et de main tendue aux populations qui ont été abandonnées par le pouvoir en place ces cinq dernières années pour préserver l'unité et l'intégrité de la Nation malienne.**

Le clientélisme érigé en système de gouvernance, les entraves à l'efficacité des armées, le laxisme à l'égard des trafics illicites et l'absence totale de volonté politique pour initier un véritable dialogue national ont conduit le pays dans l'impasse et au bord du chaos. **Il faut sauver le Mali.**

Face à cette situation, l'action du prochain gouvernement devra être consacrée à la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire malien, et ce dans une démarche inclusive et le dialogue avec la population.

Il faut redonner la parole et le pouvoir aux Maliens de bonne volonté et de bonne foi.

MESURES PRIORITAIRES :

- Mise en œuvre de bonne foi de l'Accord pour la paix et la Réconciliation, dans un dialogue sérieux et sincère avec toutes les parties concernées.
- Création de Brigades d'Intervention Rapide (BIR), composées de soldats et de gendarmes maliens, déployées pour être plus réactifs face aux menaces et aux attaques.
- Amélioration du budget de l'armée et accélération de la réforme du secteur de la sécurité, en concertation avec les acteurs impliqués.
- Mise en place d'un programme vigoureux de lutte contre le trafic de drogues, la circulation et la détention illégale d'armes.
- Opérationnalisation des régions récemment créées, création de nouvelles régions et de nouvelles communes, transferts de compétences et transferts effectifs de ressources au profit des collectivités territoriales.
- Mise en place des mesures strictes de moralisation de la vie publique, afin de réconcilier les citoyens avec l'État.
- Adoption d'une loi assurant un meilleur accès des partis politiques aux médias d'État.
- Réforme du système de représentation de l'Assemblée Nationale, pour les jeunes, les femmes et les leaders des partis politiques.

PILIER 2 :

INSTAURER UN VÉRITABLE DIALOGUE ENTRE TOUS LES MALIENS

Notre engagement à l'égard du Mali doit viser à faire disparaître les ferments de division qui fragilisent et menacent l'unité nationale. **L'État a des devoirs envers le peuple et tous les Maliens de bonne volonté et de bonne foi.** Les différentes communautés du pays ont un devoir d'entraide et d'engagement pour le bien commun. Notre programme



découle entièrement de ces principes et vise à renouer avec la tradition malienne qui repose sur l'échange et le partage. Pour être efficace, l'État doit être à l'écoute de tous les citoyens et de leurs représentants. Les congrégations religieuses et les pouvoirs traditionnels sont des partenaires essentiels de l'État. Hors de nos frontières, la diaspora qui joue un rôle économique et social dans notre pays et qui contribue à l'insertion du Mali dans le monde, doit elle aussi être incluse dans le dialogue national.

C'est par le dialogue que nous réussirons ensemble.

MESURES PRIORITAIRES :

- Organisation rapide des assises nationales sur les grands problèmes de la nation.
- Mise en place d'un cadre favorisant le dialogue intercommunautaire et inter-religieux pour garantir la coexistence pacifique entre l'ensemble des communautés ethniques et religieuses et le vivre ensemble.
- Mise en place d'un programme de lutte contre la radicalisation des jeunes, en concertation avec les associations religieuses qui doivent enseigner les savoirs fondamentaux.
- Révision du statut de l'ORTM pour lui assurer une plus grande indépendance.
- Augmentation de l'appui à la presse privée et sécurisation des journalistes dans l'exercice de leur métier.
- Mise en place des réformes institutionnelles nécessaires pour que les Maliens de l'extérieur soient représentés à l'Assemblée nationale.
- Renforcement des infrastructures culturelles et meilleure utilisation des médias publics pour la diffusion de programmes culturels ;
- Création du Festival Panafricain de la Musique de Bamako et faire des grands artistes maliens les ambassadeurs du Festival.
- Poursuite de la construction d'infrastructures sportives, en mettant l'accent sur les cercles et les communes.

PILIER 3 : METTRE L'ÉTAT AU SERVICE DES POPULATIONS

L'État a pratiquement disparu des régions du nord et du centre avec les conséquences dramatiques que nous connaissons tous. Mais même dans les autres régions du pays, les services publics ne sont pas toujours à la mesure des attentes des citoyens.

Les conditions de vie de nos populations restent encore très en deçà des objectifs d'un développement économique et social de nature à vaincre la pauvreté et à donner à tous des conditions de vie décentes et dignes. Notre pays est encore parmi les derniers dans le classement du PNUD sur l'indice de développement humain (175ème sur 188 pays classés) et nous n'avons atteint partiellement qu'un seul des objectifs de développement du millénaire malgré les engagements publics pris par les autorités.

L'État doit asseoir sa légitimité en se mettant au service des populations.

MESURES PRIORITAIRES :

- Médicalisation de tous les Centres de Santé Communautaires (CSCOM).
- Mise en application de la Charte du malade en vue d'assurer une prise en charge correcte et rapide.
- Augmentation du budget alloué à la santé à 15% du budget national.
- Élaboration d'un Programme national d'approvisionnement en eau potable et promotion des branchements sociaux.
- Élaboration d'une politique de la petite enfance et renforcement de la fréquentation scolaire.
- Renforcement de la formation initiale et continue des maîtres du primaire et des professeurs du secondaire.
- Réduction des déséquilibres régionaux dans la carte scolaire, par l'ouverture d'une école à trois classes au moins par village ;
- Fourniture effective d'un kit scolaire à chaque élève.
- Application stricte de la scolarisation obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans avec une attention particulière pour que les filles restent à l'école.
- Renforcement du système formel de sécurité sociale à travers une amélioration substantielle de la gouvernance de l'INPS, de la Caisse de retraite et de la Caisse d'assurance maladie.
- Meilleur ciblage de l'aide sociale, notamment en direction des veuves, des femmes seules chargées de famille, des enfants abandonnés et des handicapés.
- Adoption d'une loi de protection sociale des personnes handicapées.
- Accélération de la mise en œuvre du cadastre, et son informatisation afin de disposer d'un outil efficace de gestion domaniale et foncière.
- Réalisation de 5 000 logements par an (cités des enseignants, cités des médecins, etc.).



PILIER 4 : DONNER AUX JEUNES ET AUX FEMMES LA PLACE QUI LEUR EST DUE DANS LA SOCIÉTÉ MALIENNE

En 2017, les moins de 25 ans représentaient près des 2/3 de notre population, et avec un taux de croissance démographique encore élevé (3,6%) notre population continuera à être jeune pendant des décennies. Si nos jeunes ont une formation nécessaire pour trouver un emploi et entrer dans la vie active de manière positive, ils sont un atout pour notre avenir. Si au contraire, ils n'arrivent pas à s'insérer durablement dans la société et l'économie, ils sont en proie au désespoir, essaient de quitter le pays en dépit de tous les dangers de l'émigration sauvage, ou sombrent dans le fanatisme voire le terrorisme.

Les femmes constituent la moitié de notre population mais leur contribution est limitée par les nombreux obstacles et les discriminations auxquels elles font encore face. Cette situation doit changer et nous devons permettre à la moitié d'entre nous de participer pleinement à l'épanouissement de tout notre potentiel.

Faisons de notre jeunesse et des Maliennes un atout pour le futur.



MESURES PRIORITAIRES :

- Faire du Conseil National des Jeunes un organe consultatif pour toute décision importante à caractère réglementaire ou législatif relative à la jeunesse.
- Quota d'au moins 20% de députés réservés aux jeunes à partir d'un système proportionnel.
- Ouverture de nouveaux espaces de loisirs (Maisons des Jeunes, Centres de Développement de la Jeunesse, Foyers des Jeunes) dans toutes les villes du pays.
- Ouverture des « Guichets Uniques/Jeunesse » pour permettre aux jeunes d'accéder à la bonne information sur la santé, la formation et les opportunités d'emploi.
- Appui à l'installation de jeunes diplômés dans l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat et le tourisme.
- Développement des filières techniques débouchant sur des métiers pratiques et développement de l'offre privée de formations professionnelles techniques et d'apprentissage.
- Respect et application de la loi relative au genre.
- Organisation des Assises de la condition féminine : portant sur la parité, la représentation des femmes dans la vie publique, l'accès au crédit...
- Représentation significative des femmes dans les postes électifs et administratifs (notamment 30% des députés).

ENSEMBLE, RESTAURONS L'ESPOIR

Pour un Mali fier, uni, prospère et solidaire

Chers compatriotes,

Au moment où je présente le programme que je vous propose pour restaurer l'espoir dans notre pays, je tiens à renouveler mes condoléances à toutes les victimes civiles et militaires, maliennes, africaines et étrangères de ces dernières années de trouble. Rendons-leur hommage, exprimons notre compassion aux familles endeuillées et souhaitons un prompt rétablissement aux blessés.

C'est aussi en pensant à nos compatriotes qui vivent dans la difficulté, aux malades, aux déplacés, aux réfugiés et aux jeunes toujours à la recherche d'un premier emploi, que j'ai conçu ce programme pour permettre au Mali de relever la tête et de renouer avec sa fière et longue histoire.

Car il y a urgence !

Notre Nation est meurtrie et fracturée.

Notre République est affaiblie et se fissure.

Notre pays est humilié et paupérisé.

NOTRE PAYS VA MAL, il est même à l'agonie !

Après le nord, c'est le centre de notre pays qui s'embrase. Des violences intercommunautaires se déroulent dans un silence coupable. C'est grave et inacceptable !

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas créé les conditions d'une réconciliation intercommunautaire ?

Président, en votre nom et au nom de tout notre peuple, j'engagerai immédiatement un processus politique pour résoudre la crise au Centre. Ce processus sera fondé sur un dialogue intra et intercommunautaire afin que les populations de ces régions conviennent des conditions de leur cohabitation et de leur accès aux ressources naturelles de leurs contrées, dans la paix et la concorde.

La paix et la sécurité devront donc sans tarder revenir dans tout le pays.

Président, en votre nom et au nom de tout notre peuple, je me donne cinq ans pour mettre fin définitivement à la crise sécuritaire et pacifier le pays. Toutes les énergies du Gouvernement seront tournées vers cet objectif stratégique majeur.

Où, **Président**, en votre nom et au nom de tout notre peuple, conformément aux engagements pris dans le cadre du programme de gouvernement de la « **COALITION POUR L'ALTERNANCE ET LE CHANGEMENT** », je mettrai en place un gouvernement de redressement national qui s'investira sans relâche à stabiliser le pays, à le réunifier, à réaliser la réconciliation nationale, à conduire les réformes pour refonder l'État. Et à imposer la paix !

L'Accord d'Alger est d'une importance capitale dans notre quête de paix et de réconciliation.

Président, en votre nom et au nom de tout notre peuple, je procéderai à la mise en œuvre diligente de cet accord conformément aux intérêts de notre peuple. À cet effet, la décentralisation sera approfondie car la gouvernance

locale est le meilleur moyen d'impliquer les citoyens dans le développement de leur terroir. Le transfert des compétences, aussi bien financières qu'administratives, doit être effectif pour une véritable libre administration des collectivités.

Depuis 2012, une multitude d'atteintes à l'État de droit et d'attaques contre l'intégrité du territoire national ont brisé l'unité du Mali. Face à la violence armée, le pouvoir en place, avec ses gouvernements successifs, n'a pas su faire face au terrorisme.

Que de menaces sur notre pays !

Ces menaces s'amplifient presque partout et sans limite.

Au milieu de cette débâcle, notre pays se délite sans trouver la voie du développement, de la stabilité et de l'unité.

Sans un sursaut patriotique collectif, sans notre totale mobilisation, le Mali peut, à tout moment, sombrer dans le chaos.

Je voudrais ici saluer l'action de la communauté internationale qui, au quotidien et avec courage, œuvre à la pacification du Nord de notre pays. Les membres de la MINUSMA, de Barkhane, de la CEDEAO et du G5 Sahel, paient un lourd tribut lors de leurs missions, frappés par des attaques terroristes d'une extrême lâcheté. Leur sacrifice, comme celui des Maliens tombés au champ d'honneur, appelle notre respect.

Qui peut croire aujourd'hui un seul instant que ceux qui ont échoué pendant toutes ces années pourraient encore reprendre la situation en main et remettre l'État au service des citoyens, en impulsant une économie performante, juste et solidaire ?

Qui peut croire aujourd'hui, que ces mêmes personnes puissent remobiliser l'armée afin de mettre hors d'état de nuire les terroristes ?

Qui peut croire aujourd'hui que ces responsables du chaos puissent instaurer un véritable dialogue pour sortir le Mali de la crise ?

Nous connaissons la réponse.

Les Maliens ont perdu toute confiance dans la capacité du pouvoir en place à rétablir la paix et la sécurité. Nous assistons au contraire à une gestion clanique, inapte et inefficace, sur fond de corruption partisane et de gouvernance délétère.

Il faut que cela change, il y a urgence à sauver le Mali. Nous devons inverser le cours des choses !

On ne peut pas, on ne doit pas continuer à voir dilapider impunément les fonds publics !

On ne peut pas, on ne doit pas continuer à assister à l'agonie de notre pays !

Je m'engage à tout mettre en œuvre pour ramener la paix, réaliser la réconciliation nationale et refonder l'État et son armée.

En cinq ans, nous rétablirons la sécurité, pacifierons le pays, du Nord au Centre, et instaurerons un véritable dialogue entre les différentes communautés pour qu'elles puissent de nouveau vivre en harmonie.

Telles seront les priorités de mon Gouvernement.

RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE, FAUTE DE RÉFORMES

Avec une croissance démographique d'environ 3%, le Mali compte 19 millions d'habitants dont l'espérance de vie à la naissance est de 60,8 ans en moyenne.

Par ailleurs, le manque d'investissements dans les infrastructures, dans l'éducation, et le taux de chômage élevé (21,5% en 2016), expliquent que le Mali soit 175^e au classement mondial sur 188 pays selon l'indice de développement humain du PNUD de 2016. De même, le taux de pauvreté était estimé à 47,2 % en 2015, contre 46,9 % en 2014, soit une hausse due principalement aux effets de la crise dans le nord et le centre. Sans une modernisation profonde du système éducatif, le faible taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus, ne pourra guère s'élever bien au-delà du taux actuel de 31%. Les femmes sont particulièrement touchées (21,5% contre 41,5% pour les hommes).

Après une forte récession due à la crise politique de 2012, la croissance malienne a connu un effet de rattrapage en 2014. Faute d'investissements structurels, la croissance est en déclin et devrait s'établir en 2019 au même taux qu'en 2009 à 4,7% selon le FMI.

L'agriculture représente encore 38,6% du PIB en 2016, contre 24,4% pour l'industrie et 37% pour les services. La part de l'industrie dans la croissance est en déclin constant : l'absence d'industries de transformation pour les matières premières agricoles (notamment le coton) et les ressources naturelles (principalement l'or), explique le recul du secteur industriel au profit d'un secteur primaire néanmoins sous-exploité. Le secteur manufacturier ne contribue ainsi que pour 4% au PIB, contre 11% dans la zone UEMOA, et ce en raison de nombreuses contraintes (manque d'infrastructures de base, de financements, de ressources humaines qualifiées, d'énergie, d'un système fiscal adapté).

CHIFFRES CLÉS :

Population :

19 millions d'habitants



Espérance de vie :

60,8 ans



Taux de pauvreté :

47,2%



Taux de scolarisation
au primaire :

77,1%



PIB/habitant
(US\$ constants de 2010) :

745 \$



Source : Banque mondiale, FMI

CROISSANCE DU PIB (2006-2016)



* Projections



ENSEMBLE,
RESTAURONS
L'ESPOIR



soumailacisse2018.ml

facebook.com/soumailacisseofficiel

twitter.com/soumailacisse

Contact : news@35nord.com